



CLAUDE SERFATI (dir.)

Mondialisation et déséquilibres Nord-Sud

La mondialisation a profondément transformé les relations économiques internationales. Elle exige donc un effort de renouvellement des analyses, afin de mieux comprendre l'interaction entre les enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Cet ouvrage, rédigé principalement par des économistes ouverts aux apports des autres sciences sociales, offre un regard croisé de chercheurs européens et nord-américains. Les contributions originales des auteurs sont issues d'un colloque organisé à l'Université de Saint-Quentin-en-Yvelines les 10 et 11 juin 2004 par le C3ED (Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement). Elles analysent les pouvoirs, les asymétries et les déséquilibres qui caractérisent l'économie politique de la mondialisation, et discutent également des alternatives possibles.

Avec les contributions de : Jean-Christophe Berthod, Dorval Brunelle, Guy Caire, François Chesnais, Christian Deblock, Floriana D'Elia, Marc-Hubert Depret, Daniel Drache, Stefania Gabriele, Abdelillah Hamdouch, Claire Mainguy, Sandrina Berthault Moreira, Sandrine Rousseau, Alexis Saludjian, Claude Serfati, Dimitri Uzunidis.

Claude SERFATI est maître de conférences en économie et responsable de l'axe de recherche « Mondialisation, gouvernance, développement durable » (MGDD) au C3ED. Ses recherches portent sur les dynamiques et les enjeux de régulation de la mondialisation contemporaine ainsi que sur l'économie industrielle et de l'innovation dans les industries d'armement. Il a participé à de nombreux projets de recherche internationaux.

ISBN 90-5201-325-X



9 789052 013251

P.I.E.-Peter Lang
Bruxelles

P.I.E.-Peter Lang

Table des matières

Le colloque « La mondialisation contre le développement ? » (MONDEV) s'est tenu sur le site d'Alembert de l'Université de Saint-Quentin-en-Yvelines les 10 et 11 juin 2004. Il était organisé par le C3ED (Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement), UMR IRD-UVSQ n° 063.

Nous remercions l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et l'Institut de recherche pour le développement (IRD) pour leur soutien financier. Nous tenons également à remercier les rapporteurs pour leurs commentaires et leurs suggestions.

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur ou de ses ayants droit, est illicite. Tous droits réservés.

© P.I.E. PETER LANG S.A.
Éditions scientifiques internationales
Bruxelles, 2006
1 avenue Maurice, B-1050 Bruxelles, Belgique
www.peterlang.com ; info@peterlang.com
Imprimé en Allemagne

ISSN 1780-5414
ISBN 10 : 90-5201-325-X
ISBN 13 : 978-90-5201-325-1
D/2006/5678/38

Information bibliographique publiée par « Die Deutsche Bibliothek »
« Die Deutsche Bibliothek » répertorie cette publication dans la « Deutsche Nationalbibliografie » ; les données bibliographiques détaillées sont disponibles sur le site <<http://dnb.ddb.de>>.

Économie(s) politique(s) de la mondialisation	11
Claude SERFATI	

PREMIÈRE PARTIE LE POUVOIR DE LA FINANCE

Mondialisation du capital, nature et rôle de la finance et mécanismes de « balkanisation » des pays aux ressources convoitées.....	33
François CHESNAIS	

Finance et militarisme : qu'avons-nous appris du passé ?.....	53
Claude SERFATI	

DEUXIÈME PARTIE DÉSÉQUILIBRES DES RELATIONS COMMERCIALES NORD-SUD

Nouveau régionalisme, ou régionalisme à l'Américaine ? Le cas de l'investissement	77
Christian DEBLOCK	

L'expérience des Amériques. La nouvelle politique commerciale des États-Unis et l'intégration à grande échelle dans les Amériques.....	107
Dorval BRUNELLE	

L'intégration régionale dans l'accord de Cotonou	125
Claire MAINGUY	

**TROISIÈME PARTIE
DES CONSÉQUENCES SOCIALES
ET ENVIRONNEMENTALES DÉSASTREUSES**

Droits de propriété intellectuelle, règles du commerce international et accès aux médicaments dans les pays en voie de développement..... 147

Marc-Hubert DEPRET et Abdelillah HAMDOUCH

Mondialisation et délocalisation des activités polluantes 163

Sandrine ROUSSEAU

**QUATRIÈME PARTIE
LE RÔLE INDISPENSABLE DE L'ÉTAT**

Les facteurs favorables / défavorables à la croissance économique des pays pauvres 181

Sandrina BERTHAULT MOREIRA

Mondialisation et développement humain. L'intervention de l'État et le progrès social 207

Floriana D'ELIA et Stefania GABRIELE

Rôle économique et impact géopolitique des investissements directs étrangers dans le développement. Cas comparés de la Chine et de l'Inde 225

Jean-Christophe BERTHOD

**CINQUIÈME PARTIE
IMPLIQUER LES GROUPES SOCIAUX**

Technologie, mondialisation et développement..... 251

Guy CAIRE

Economic Integration and Citizenship. Modeling Social Inclusion after Doha..... 279

Daniel DRACHE

**SIXIÈME PARTIE
PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT AUTONOME**

Les théories de la CEPAL des années 1990 pour l'insertion dans l'économie mondiale de l'Amérique latine et du Cône Sud. Une mise en perspective des cadres d'analyse..... 307

Alexis SALUDJIAN

Nouveau mercantilisme et mondialisation. À propos du cadre légal mondial d'Accumulation et de ses conséquences sur les pays en développement 329

Dimitri UZUNIDIS

Liste des contributeurs et principales publications 351

Les facteurs favorables / défavorables à la croissance économique des pays pauvres

Sandrina BERTHAULT MOREIRA

*Escola Superior de Ciências Empresariais,
Instituto Politécnico de Setúbal, Portugal*

Une version préalable de ce papier a été présentée au colloque international « La mondialisation contre le développement ? », Université de Versailles, Saint-Quentin-en-Yvelines, 10 et 11 juin 2004 et au 16th annual meeting on socio-economics « Private powers and public domains : redefining relations among states, markets, and societies », George Washington University, Washington DC, 8-11 juillet 2004. L'auteur remercie vivement les remarques des participants ainsi que le rapport du referee.

C'est dans les années 1980 que l'on trouve les premiers signes d'un large consensus sur les « bonnes » politiques pour les pays en développement au sein des instances économiques importantes de Washington, à savoir le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le département du Trésor américain. Les « directives du consensus de Washington » étaient orientées à l'origine vers le marché et ont ensuite été assorties de « réformes institutionnelles ». Cette nouvelle génération de réformes est en relation directe avec un changement dans la pensée du développement d'une suprématie du marché vers une perspective plus équilibrée. Les défaillances de l'État ne sont plus considérées omniprésentes et totales, et les marchés ne sont plus l'unique espoir. Selon cette nouvelle orientation de la pensée du développement, le marché et l'État ont tous deux leurs limitations et leurs défaillances, et on les considère dans une relation complémentaire où deux entités travaillent en partenariat.

Depuis le début des années 1980, l'acceptation par les gouvernants du Tiers Monde d'un ensemble de mesures est devenue une condition préliminaire à l'assistance. Les efforts initiaux se concentraient quasi-exclusivement sur l'établissement d'un cadre macroéconomique stable.

Alors l'aide étrangère a été attribuée aux pays en développement qui s'engageaient dans des politiques économiques d'austérité comme la réduction des déficits, l'augmentation des impôts, et l'augmentation des taux d'intérêt. Après la fin de la guerre froide, l'accent s'est déplacé progressivement sur la stabilisation d'un cadre institutionnel adéquat. Ainsi des thèmes comme la qualité de l'administration publique, la force de l'État de droit ou la lutte contre la corruption sont devenus des conditions prépondérantes pour l'assistance. Cependant les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes, et aujourd'hui certains défendent que la conditionnalité devrait être remplacée par la sélectivité, c'est-à-dire que l'aide devrait être attribuée aux pays en développement sur la base de résultats obtenus. Une discussion animée sur la sélectivité de l'aide est en cours.

« L'annonce officielle » d'un pas vers la sélectivité dans l'allocation de l'aide au développement a donné une nouvelle impulsion au débat sur l'efficacité de l'aide. C'est ainsi que de nombreuses études économétriques associant la croissance économique à l'aide étrangère ont été publiées dans les dernières années. Comparées aux études antérieures, elles ouvrent de nouvelles perspectives dans ce domaine en s'appuyant sur la littérature empirique florissante sur la croissance pour utiliser des modèles plus sophistiqués. C'est ainsi que des mesures de politique économique et des mesures de l'environnement politique et institutionnel sont incluses dans les régressions de croissance aux côtés de variables traditionnelles.

La présente étude se concentre sur les nouvelles études empiriques sur l'efficacité de l'aide, en particulier sur trente régressions de croissance entre pays, soigneusement sélectionnées à partir de douze études économétriques récentes sur la relation aide-croissance. Elle a pour objectif de répondre aux deux questions suivantes : Ces études fournissent-elles la preuve empirique pour affirmer que l'aide étrangère favorise la croissance économique dans les pays en développement ? Appor-tent-elles des validations empiriques de l'existence d'autres facteurs favorables à la croissance ? On se propose d'explorer ces questions en se basant sur un résumé des principaux résultats et conclusions des auteurs et en examinant les paramètres estimés d'un ensemble commun de variables de contrôle.

I. L'aide étrangère, le consensus de Washington et la bonne gouvernance

L'aide publique au développement représente la partie plus importante des flux publics en faveur des pays en développement. Cette source considérable de financement du développement est définie par le

Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) comme l'ensemble des flux financiers qui : proviennent du secteur public (y compris les organismes locaux et régionaux) ; ont pour but essentiel de promouvoir le développement économique et le bien-être dans les pays destinataires ; sont accordés à des conditions de faveur (dons et prêts à taux bonifié) ; sont destinés à des pays ou territoires en développement ainsi qu'à des organismes multilatéraux figurant dans la liste établie par l'OCDE.

En plus d'avoir les objectifs de développement des pays pauvres, il y a eu d'autres motifs pour participer à l'aide au développement. Ils se diversifient au cours du temps bien aussi que parmi les donateurs d'aide et les acteurs de coopération. On trouve parmi les motifs sous-jacents à la coopération pour le développement, la promotion des intérêts commerciaux et/ou d'investissement des donateurs, l'accès aux ressources naturelles, aux matières premières et aux marchés des anciennes colonies, la sécurité nationale, les intérêts politiques. Dans la dernière décennie, l'accent s'est aussi déplacé vers la préservation de l'environnement, la limitation des migrations internationales, le déclin des épidémies comme le VIH/SIDA et la lutte contre le terrorisme, et contre la culture et la diffusion des narcotiques (Degnbol-Martinussen ; Engberg-Pedersen, 2003). Pourtant, il peut y avoir une grande différence entre les objectifs déclarés et les pratiques réelles, en particulier dans l'aide bilatérale.

Le début des années 1990 a été marqué par un revirement dans le modèle de financement du développement ; on peut identifier deux grandes tendances : l'accroissement régulier des investissements directs étrangers (IDE) et une expansion rapide et soutenable à la fin de la décennie ; la diminution de l'aide publique au développement, soit en termes réels ou nominaux, représentant 0,20 % du revenu national brut (RNB) global des membres du CAD en 1999, pour retourner à augmenter seulement en 2002. Cependant la réémergence des flux privés a été concentré dans un petit nombre de pays. Par conséquent, l'aide continue à jouer un important et unique rôle de financement du développement, en particulier dans l'Afrique.

Le consensus de Washington est apparu au début des années 1980 comme la contrepartie néo-libérale pour les pays en développement de l'idéologie prescrite pour les pays développés après l'élection de conservateurs aux États-Unis, en Allemagne et au Royaume Uni à la fin des années 1970 et au début des années 1980 (Fine, 2003). C'est la crise de la dette en 1982 qui a mené à cette situation. Des déséquilibres macroéconomiques durables et chaque fois plus insupportables éprouvés par la plupart des pays en développement, à l'exception de quelques

pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, ont amené leurs gouvernements à chercher un appui auprès de « prêteurs de dernier recours ». En guise de résultat, la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI) ont accompagné à leurs financements un ensemble de directives, tenues pour « bonnes », pour associer les pays en développement au processus de mondialisation. Les directives néo-libérales des institutions de Bretton Woods en sont venues à exercer une très forte influence dans toute la communauté des donateurs. Williamson (1990, 2004), l'auteur qui forgea l'expression, a résumé l'approche du consensus de Washington en dix points, ainsi appelé réformes de la première génération : discipline fiscale ; réorientation des dépenses publiques par une réduction des subventions ; réforme des impôts ; libéralisation financière, commerciale et des flux d'entrée des IDE ; taux de change compétitifs ; privatisation ; déréglementation ; et garantie des droits de propriété.

Il y a plusieurs raisons au nouvel intérêt à la promotion de la bonne gouvernance depuis le début des années 1990. Les raisons les plus largement citées sont des facteurs géopolitiques, tels que la fin de la guerre froide, et l'échec des programmes d'ajustement structurel pendant les années 1980. L'effondrement du communisme en Europe de l'Est et en Union soviétique a ouvert une grande partie du monde qui voulait se tourner vers le modèle occidental de démocratie libérale et d'économie de marché. De surcroît, cela contrecarrait l'attribution d'aide (en particulier bilatérale) à des régimes autoritaires peu respectueux des droits de l'homme, dans le simple but de contenir l'expansion du communisme dans les pays du Tiers Monde. En ce qui concerne l'échec des réformes mises en œuvre dans les années 1980 pour redresser les économies des pays concernés, l'opinion croissante était que la pauvre gouvernance en était la cause principale.

De nombreux points de vue s'opposent sur la signification de la bonne gouvernance, mais fidèles au mandat non-politique des institutions financières internationales (IFIs), les donateurs multilatéraux ont adopté une approche plus technocratique envers les réformes de gouvernance, tandis que les donateurs bilatéraux l'ont élargie pour y inclure des exigences politiques comme la démocratisation et le respect des droits de l'homme. En bref, la bonne gouvernance est basée sur des principes-clés comme la crédibilité, la prévisibilité, la cohérence, la responsabilité, la transparence, la participation et la règle de droit. L'action proposée pour appliquer ces principes s'étend de la réforme des institutions publiques à la modernisation de l'infrastructure institutionnelle de l'économie de marché. Ces réformes sont connues sous le nom de réformes de la seconde génération¹, parce qu'elles sont perçues

¹ Naïm (1994) est l'auteur de cette expression.

comme le complément nécessaire à celles de la première génération. Comme ce point de vue reprend et élargit le consensus de Washington, il est décrit par certains analystes comme « Au-delà du Consensus de Washington »² (Burki ; Perry, 1998). D'autres préconisent l'expression « Post-Consensus Washington », en cela qu'elle recouvre les mêmes réformes institutionnelles tout en se démarquant du consensus de Washington (Stiglitz, 1998).

II. Aperçu des études économétriques sur l'efficacité de l'aide

À partir de la fin des années 1960 (à ma connaissance) des chercheurs ont essayé d'évaluer si l'aide atteignait son objectif principal, défini comme la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement. Une branche de la littérature empirique sur l'efficacité de l'aide s'est concentrée sur le but traditionnel de l'aide étrangère – la promotion de la croissance économique des pays en développement – à la fois au niveau macro et micro.

En ce qui concerne les études au niveau macro sur l'efficacité de l'aide, Hansen et Tarp (2000) considèrent trois générations d'études de régression entre pays. Les études de la première génération offrent une évaluation empirique de l'influence de l'aide sur l'épargne domestique. Les études de la seconde génération évaluent le lien entre l'aide étrangère et la croissance économique, soit au travers des investissements soit directement dans des équations de forme réduite. Comme la seconde vague des études de seconde génération, celles de la troisième génération ont exploré la relation directe entre aide et croissance.

La littérature empirique produite depuis le milieu des années 1990 est qualifiée de nouvelle génération d'études sur l'efficacité de l'aide, parce que « selon notre point de vue, la troisième génération d'études représente une avancée dans le travail empirique entre pays sur l'efficacité de l'aide » (Hansen et Tarp, 2000, p. 114). En effet, comme le notent ces auteurs, la littérature scientifique de la troisième génération a employé l'économétrie des données de panel pour tenir compte des effets non-linéaires de l'aide sur la croissance et de l'endogénéité de l'aide et d'autres variables. De surcroît, ces études ont été inspirées par la littérature scientifique de la « nouvelle croissance », englobant plusieurs modifications apportées au modèle de croissance néoclassique Solow-Swan et des modèles de croissance endogène, qui fournissent une base analytique différente des travaux antérieurs.

² En effet, une des réformes institutionnelles incluse dans la version originale du consensus de Washington concernait la protection des droits de propriété.

Une analyse globale des études de régression entre pays réalisées jusqu'au milieu des années 1990 révèle une insuffisance de preuves d'un effet positif et statistiquement significatif de l'aide sur la croissance. Les résultats non-conclusifs au niveau macro, contrastent avec les résultats présentés par les études au niveau micro. Mosley (1986) appelle cette contradiction le « paradoxe micro-macro ». De nouvelles analyses de ce travail entre pays apportent des éléments permettant d'affirmer le contraire (par exemple, Hansen et Tarp, 2000 ; Moreira, 2003). Même ainsi, l'impression persiste largement selon laquelle les résultats au niveau micro et macro publiés à l'époque sont divergents.

La troisième génération d'études de régression entre pays, avec leurs avancées théoriques et méthodologiques, a obtenu les résultats prévus par les tenants de la thèse de l'efficacité de l'aide étrangère et, par conséquent, le paradoxe micro-macro cesse d'exister. Mais plus important encore, nombre de ces nouvelles études empiriques sont allées au-delà des travaux antérieurs en s'intéressant aux conditions nécessaires pour une (plus grande) efficacité de l'aide.

L'origine du débat sur les conditions nécessaires qui doivent être remplies pour que l'aide devienne (plus) efficace a été l'analyse de Burnside et Dollar (1997), publiée ensuite dans l'*American Economic Review* (Burnside et Dollar, 2000). Leurs régressions de croissance montrent que l'impact de l'aide sur la croissance dépend d'un bon environnement politique³. Cela se traduit généralement par de bonnes politiques fiscales, monétaires et commerciales. La principale conclusion est que l'aide doit être attribuée en sélectionnant les pays en développement en fonction de leur environnement politique⁴.

L'étude de Burnside et Dollar a attiré l'attention des chercheurs, sans parler du plaidoyer pour l'adoption du principe de sélectivité dans

³ Les régressions de Burnside et Dollar (1997) apparaissent sous une forme légèrement différente dans le rapport Évaluation de l'aide (*Assessing Aid*) de la Banque mondiale (World Bank, 1998).

⁴ Le rapport Évaluation de l'aide va encore plus loin, en affirmant que les donateurs devraient concentrer les attributions de l'assistance au développement sur des pays plus pauvres qui remplissent les critères de bonne politique et bonne gouvernance. Le premier terme recouvre les qualités définies comme des éléments dominants du consensus de Washington, orienté vers le marché, comme l'ouverture commerciale et la discipline fiscale et monétaire. Le second correspond aux qualités des institutions, ce qui reflète l'approche technocratique de la gouvernance des cercles de la Banque mondiale. Mais dans la plupart des cas, le concept de bonne gouvernance n'est pas simplement ramené aux institutions ou principes de gouvernance ; il inclut aussi une claire préférence pour certaines politiques (Hout, 2003). Dans ce cas, de bonnes politiques et/ou de bonnes institutions seront considérées comme des signes de l'existence d'une bonne gouvernance dans les pays en développement.

l'attribution de l'aide. Certaines études ont démontré que les conclusions de Burnside et Dollar ne supportent pas une analyse plus serrée, tandis que d'autres ont apporté des éléments supplémentaires en leur faveur. Certains chercheurs ont même suggéré d'autres facteurs importants, en plus des politiques, qui conditionnent l'efficacité de l'aide (par exemple, géographie, stabilité politique, démocratie)⁵.

La discussion engagée montre que les dernières études économétriques de la relation aide-croissance attire l'attention de chacun sur le thème de l'efficacité et la sélectivité de l'aide. Ainsi, l'ensemble des études à partir duquel j'ai sélectionné les régressions aide-croissance, objet de ce papier, inclut l'étude de Burnside et Dollar (2000) et des études académiques qui y ont fait suite. McGillivray (2003) fournit des guides concernant la recherche sur l'efficacité et la sélectivité de l'aide (voir appendice I).

III. Caractéristiques principales et variables de contrôle des études économétriques récentes sur l'efficacité et la sélectivité de l'aide

Le rapport Évaluation de l'aide (*Assessing Aid*) de la Banque mondiale (World Bank, 1998) a posé explicitement les bases d'une tendance vers la sélectivité dans l'allocation de l'aide au développement. Les arguments en faveur de la sélectivité de l'assistance sont basés sur un certain nombre de documents de travail. Celui de Burnside et Dollar (1997) a stimulé la discussion sur l'efficacité de l'aide (en termes de croissance). En conséquence, de nombreuses études économétriques associant la croissance à l'aide ont été publiées depuis cette publication. Bien que la liste disponible en appendice I ne soit pas exhaustive, elle rassemble les études les plus fréquemment citées sur l'efficacité et la sélectivité de l'aide.

J'ai identifié trente régressions de croissance entre pays à partir de douze études économétriques récentes sur l'aide-croissance (voir les entêtes de colonnes en appendice II). Les régressions de croissance sélectionnées correspondent à celles qui offrent un support empirique aux principales conclusions des auteurs en ce qui concerne l'efficacité et la sélectivité de l'aide⁶. L'appendice II présentent les détails suivants : les variables principales incluses dans les équations de croissance estimées ;

⁵ Ce sujet est abordé plus en détails dans la section IV.

⁶ J'ai choisi de me concentrer sur les estimations empiriques référencées dans l'appendice II. Mais cela n'implique pas que les régressions non-sélectionnées doivent être ignorées. Elles sont tout aussi importantes pour la recherche des principaux résultats que pour leur consolidation.

la magnitude, le signe et la signification statistique des paramètres critiques ; la couverture des données, c'est-à-dire la période totale de l'échantillon, le nombre de sous périodes moyennes ou de périodes de temps, le nombre de pays échantillonnés et le nombre d'observations ; le pouvoir explicatif des modèles spécifiés ; et la technique d'estimation.

Dans leur ensemble, les douze études sélectionnées partagent un ensemble de caractéristiques communes. Cependant un examen plus précis des méthodes ou procédures utilisées dans chacune des trente régressions révèlent des différences. Tout d'abord, ces auteurs travaillent avec des données de panel, c'est-à-dire qu'ils examinent la variation des taux de croissance entre les pays pendant des périodes de temps spécifiées. Les sous-périodes moyennes sont utilisées dans les estimations au lieu des données annuelles, sauf dans le cas des variables d'état, comme par exemple le revenu par habitant, qui se réfèrent aux données initiales⁷. Certaines études choisissent d'examiner la relation aide-croissance en utilisant à la fois l'échantillon total des pays en développement et le sous-échantillon des pays à revenus faibles.

Ensuite, la grande majorité des études incluent des variables fictives régionales dans les régressions. C'est le cas pour l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et l'Asie de l'Est pour montrer que, toutes choses étant égales par ailleurs, les performances de croissance dans ces régions semblent différentes de celles des autres pays en développement. Hansen et Tarp (2001) et Chauvet et Guillaumont (2002) préfèrent prendre en compte l'hétérogénéité individuelle en incluant les effets spécifiques des pays, ce qui explique partiellement le choix de l'estimateur. Des variables fictives de temps sont incluses dans toutes les régressions pour corriger le cycle économique mondial.

En troisième lieu, comme c'est la norme dans la littérature empirique sur la « nouvelle croissance », le niveau initial du revenu par habitant et les variables de contrôle de nature économique, politique et institutionnelle sont inclus en même temps dans les régressions. Le logarithme du PIB réel par habitant au début de la période d'échantillonnage saisit l'effet de convergence conditionnelle. On attend des variables de contrôle qu'elles expliquent les différences de taux de croissance entre pays. Il faut de plus considérer ces contrôles – déterminants de croissance – pour isoler l'impact de l'aide sur la croissance.

⁷ La découverte d'une variable de revenu initial par habitant statistiquement négative corrobore l'hypothèse de la convergence conditionnelle, et par cela il prédit une croissance plus élevée en réponse à un revenu initial plus bas, quand les variables de contrôle sont maintenues constantes.

En quatrième lieu, une relation non-linéaire entre l'aide et la croissance est prise en compte en utilisant des termes quadratiques et/ou des termes d'interaction. L'aide au carré tient compte des rendements décroissants de l'aide. L'interaction entre l'aide et une variable donnée renvoie à l'hypothèse selon laquelle l'efficacité de l'aide est conditionnée par cette variable. L'aide a été mise en interaction avec des indicateurs de politique économique, vulnérabilité économique, chocs extérieurs négatifs, scénarios post-conflits, géographie, instabilité politique, démocratie et avec l'indice d'évaluation de la politique et des institutions nationales (l'indice EPIN) de la Banque mondiale.

Enfin, la majorité des études de régression de croissance suppose que l'aide étrangère est une variable endogène. La stratégie générale consiste à présenter à la fois les estimations OLS (Moindres carrés ordinaires) et 2SLS/GMM (Moindres carrés à deux étapes / Méthode des moments généralisés) pour faciliter la comparaison des résultats et pour éviter une discussion sur l'utilisation des estimateurs de variables instrumentales et sur le choix des instruments. L'endogénéité de l'aide est traitée dans l'étude Burnside et Dollar (2000). Mais les auteurs remarquent qu'aucune différence significative n'a été trouvée dans les principaux résultats. À la lumière de cette étude, Collier et Dehn (2001), Collier et Dollar (2002), et Collier et Hoeffler (2002b) s'appuient sur l'OLS pour calculer leurs régressions. Seules quelques études considèrent la possible endogénéité d'autres variables explicatives.

La stabilisation macroéconomique est un des principes de base de l'approche du consensus de Washington. Elle est considérée comme une condition indispensable à la croissance économique durable. Un environnement macroéconomique stable peut se définir en termes d'inflation faible et prévisible, de bonne performance fiscale, de développement financier, de taux de change compétitif et prévisible et de stratégies commerciales orientées vers l'extérieur. Étant donnée la difficulté pratique de mesurer la stabilité macroéconomique, les chercheurs se sont attachés à identifier des indicateurs de politique macroéconomique en corrélation avec la croissance économique.

Dans l'appendice II, j'ai placé le premier ensemble de variables explicatives incluses dans les régressions de croissance sous le titre « Cadre macroéconomique ». Cet ensemble comprend des indicateurs de politique monétaire, fiscale, de change et commerciale. Des taux d'inflation élevés font baisser les taux de croissance, par opposition à de forts (faibles) excédents (déficits) budgétaires mesurés en relation au PIB. On peut également mesurer la politique fiscale par le rapport des dépenses du gouvernement sur le PIB, qui en principe est associé de façon négative avec la croissance économique. La profondeur financière est

traditionnellement mesurée par la proportion M2/PIB. Svensson (1999) utilise le rapport des engagements à très court terme du système financier sur le PIB comme mesure alternative de la profondeur financière. Le signe attendu de ces deux variables est positif. La rentabilité des taux de change du marché noir est un indicateur de la distorsion des marchés des changes, et on s'attend donc à ce qu'elle porte préjudice à la croissance économique. Pour mesurer la relation positive entre la croissance et l'ouverture, la majorité des études utilise une variable fictive pour l'ouverture commerciale développée par Sachs et Warner (1995). L'indicateur binaire d'ouverture définit les pays comme fermés en se basant sur cinq éléments : rendement du marché noir supérieur à 20 % ; fréquence moyenne de mesures non-tarifaires sur les biens d'équipement et les biens intermédiaires supérieure à 40 % ; tarif moyen sur les biens d'équipement et les biens intermédiaires supérieur à 40 % ; intervention envahissante du gouvernement dans le secteur des biens commercialisables ; économie socialiste.

Depuis le début des années 1990, la communauté internationale des donateurs a accordé de plus en plus d'importance à l'environnement politique et institutionnel des pays en développement. Un certain nombre de facteurs politiques et institutionnels sont également apparus dans les études empiriques sur la croissance pour expliquer les différences de croissance entre les pays. L'instabilité politique recouvre de nombreux événements comme les manifestations anti-gouvernementales, assassinats, changements de gouvernement, changements de constitution, coups d'État, crises gouvernementales, purges, révolutions et émeutes. La majorité des études mentionnées ici utilisent la variable assassinats pour mesurer l'instabilité du système politique. Deux études présentent quant à elles un indice d'instabilité politique qui comprend les éléments pondérés de la même façon : coups d'État et changements de régime (Chauvet et Guillaumont, 2002) ; assassinats et révolutions (Guillaumont et Chauvet, 2001). La majorité des études présupposent que la diversité ethnique peut exercer une influence négative sur la croissance économique, notamment à travers ses effets défavorables sur des facteurs associés à la croissance économique. La variable fractionnement ethnolinguistique utilisée par Easterly et Levine (1997) est l'indicateur choisi pour indiquer d'éventuels clivages sociopolitiques. Cette variable mesure la probabilité que deux individus sélectionnés au hasard dans un même pays appartiennent à des groupes ethnolinguistiques différents. Cette variable est également mise en interaction avec la variable assassinats pour mesurer l'effet négatif attendu de l'instabilité politique sur la croissance en tant que fonction positive des divisions ethniques. Svensson (1999) cherche également à savoir si les libertés civiles et politiques sont un déterminant significatif

de la croissance économique. Il utilise pour cela un indice de démocratie qui classe les droits civils et politiques sur une échelle de 0 à 12, où 12 correspond à la plus grande liberté⁸. Enfin, la variable qualité institutionnelle de Knack et Keefer (1995) est également incluse dans les régressions de croissance pour mesurer la qualité des institutions. L'indice est basé sur une simple moyenne des classements du Guide International des risques par pays (ICRG) pour les cinq indicateurs institutionnels suivants : respect de la loi ; risque d'expropriation ; répudiation des contrats par le gouvernement ; corruption au sein du gouvernement ; et qualité de la bureaucratie.

À partir de la liste des variables mentionnées ci-dessus, Burnside et Dollar (2000) regroupent l'excédent budgétaire, le taux d'inflation et la variable Sachs-Warner dans une même variable politique. L'indice politique (*policy index*) se présente de la façon suivante :

$$\text{Indice politique} = 1.28 + 6.85 \text{ Excédent Budgétaire} - 1.4 \text{ Inflation} + 2.16 \text{ Ouverture,}$$

où les coefficients de pondération sont donnés par les paramètres respectifs dans la régression de croissance utilisée pour les déterminer⁹.

Un environnement politique favorable, en termes de faible déficit budgétaire, faible inflation et une économie ouverte, détermine une valeur élevée de l'indice. Par conséquent l'indice politique est censé avoir un effet positif sur la croissance.

Fidèles à l'approche de Burnside et Dollar (BD), Guillaumont et Chauvet (2001), et Chauvet et Guillaumont (2002) construisent leur propre variable composite au lieu d'utiliser les données politiques de

⁸ « L'indice des libertés civiles est basé sur une liste de quatorze items : liberté de la presse ; discussion publique autorisée ; liberté d'assemblée et de manifestation ; liberté des organisations politiques ; rôle non-discriminatoire de la loi dans les affaires politiques ; inexistence de terreur politique non-justifiée ; liberté des syndicats et des organisations paysannes ; liberté du commerce et des coopératives ; liberté des organisations professionnelles et autres organisations privées ; libertés des institutions religieuses ; droits sociaux des individus ; droits socio-économiques ; inexistence d'inégalités socioéconomiques flagrantes ; inexistence d'indifférence flagrante du gouvernement ou de corruption. L'indice des libertés politiques repose sur une liste de onze items : chef de l'autorité récemment élu selon un procédé significatif ; autorité législative récemment élue selon un procédé significatif ; lois électorales justes ; juste réflexion de la préférence des électeurs dans la distribution du pouvoir ; multiplicité des partis politiques ; changements récents du pouvoir au moyen d'élections ; vote de l'opposition significatif ; inexistence de domination par des forces militaires, des pouvoirs étrangers ou autres groupes puissants ; droit à l'autodétermination pour tous les groupes ; pouvoir politique décentralisé ; et consensus informel » (Svensson, 1999, p. 294).

⁹ Voir Burnside et Dollar, 2000, tableau 3, régression 1.

BD. Collier et Dollar (2002) et Collier et Hoeffler (2002b) optent pour une mesure large de l'environnement politique en introduisant l'indice d'évaluation de la politique et des institutions nationales (l'indice EPIN ou *CPIA index*) de la Banque mondiale dans les régressions de croissance.

J'ai exclu l'indice EPIN des deux ensembles de variables explicatives données en appendice II, parce qu'il inclut, entre autres facteurs, des mesures de politique macroéconomique et des institutions. En effet la mesure EPIN comprend vingt éléments pondérés de la même façon recouvrant des aspects macroéconomiques, des politiques structurelles, la gestion du secteur public, et des politiques d'intégration sociale¹⁰.

IV. Analyse des facteurs favorables/défavorables à la croissance économique des pays pauvres

Tous les travaux mentionnés dans l'appendice I contiennent plusieurs estimations empiriques. Les études examinées ici offrent des résultats empiriques qui confirment les principales conclusions des auteurs sur l'efficacité et la sélectivité de l'aide. Ainsi, quelques précisions doivent être ajoutées concernant les constatations et conclusions tirées à partir des estimations¹¹.

Dans un document important, Burnside et Dollar (2000) tentent d'apporter un nouvel éclairage sur l'insuffisance de preuves des travaux antérieurs sur l'efficacité de l'aide. Ils utilisent une base de données qui

¹⁰ L'indice EPIN comprend vingt éléments regroupés en quatre catégories. Première catégorie, gestion économique : gestion de l'inflation et des déséquilibres macroéconomiques ; politique fiscale ; gestion de la dette publique (extérieure et domestique) ; gestion et viabilité du programme de développement. Deuxième catégorie, politiques structurelles : politique commerciale et régime des taux de change ; stabilité financière ; importance du secteur financier, efficacité et mobilisation des ressources ; environnement compétitif pour le secteur privé ; marché des produits et services ; politiques et institutions en faveur de l'équilibre environnemental. Troisième catégorie, politiques en faveur de l'intégration/égalité sociale : sexe ; équité de l'utilisation des ressources publiques ; construction des ressources humaines ; protection sociale et des travailleurs ; suivi et analyse des conséquences et impacts de la pauvreté. Quatrième catégorie, gestion du secteur public et des institutions : droits de propriété et gouvernance basée sur la loi ; qualité de la gestion budgétaire et financière ; efficacité de la mobilisation des recettes ; qualité de l'administration publique ; transparence, responsabilité et corruption du secteur public (Hout, 2003).

¹¹ Il est important de noter que les résultats et conclusions qui ne sont pas basés sur des estimations de régression de croissance sont au-delà du champ d'étude de la présente section. Il faut également préciser que les résultats énoncés ici présupposent « toutes choses étant égales par ailleurs » (*ceteris paribus*).

contient 56 pays¹² (40 pays à faible revenu et 16 pays à revenu intermédiaire) et exclut cinq observations aberrantes (Gambie 1986-1989, 1990-1993 ; Guyana 1990-1993 ; Nicaragua 1986-1989, 1990-1993). L'hypothèse qu'ils émettent est la suivante : l'impact de l'aide étrangère sur la croissance économique des pays en développement dépend des politiques économiques qui influencent la croissance. Burnside et Dollar (BD) trouvent que l'interaction entre l'aide et un indice politique (*policy index*) est statistiquement positive, ce qui indique que l'effet de l'aide sur la croissance dépend de façon positive de la politique économique (c'est-à-dire l'excédent budgétaire, le taux d'inflation, et l'ouverture commerciale). De plus, la conclusion selon laquelle l'aide semble être plus efficace dans de meilleurs environnements politiques, se révèle plus importante dans des pays à faibles revenus. BD concluent donc que l'aide étrangère devrait être attribuée plus systématiquement à des pays à faibles revenus menant de bonnes politiques.

Chauvet et Guillaumont (2002) introduisent deux hypothèses supplémentaires à leurs travaux antérieurs (Guillaumont et Chauvet, 2001). Présupposant que l'aide améliore la politique économique, ils considèrent que plus la politique antérieure est médiocre, plus grande sera l'efficacité de l'aide. Ils pensent également que l'instabilité politique, qui est en soi un facteur ayant un effet négatif sur la croissance, est un facteur capable de diminuer la contribution de l'aide sur la croissance. Les résultats de leurs régressions apportent des arguments à ces deux hypothèses.

Collier et Dehn (2001) incorporent des variables de chocs commerciaux, définis comme des changements de prix à l'exportation, dans la spécification de BD¹³. Les principaux résultats s'articulent sur deux points : les chocs négatifs influencent de façon négative la croissance, tout comme les estimations d'autres études le montrent également ; l'interaction entre les changements de l'aide et les chocs négatifs se révèle statistiquement positive, ce qui suggère que les effets négatifs des chocs sur la croissance peuvent être atténués par un accroissement de l'aide. De plus, l'étude de Collier et Dehn est cohérente avec les conclusions de BD : l'interaction de la politique et de l'aide est positive et

¹² Algérie, Argentine, Bolivie, Botswana, Brésil, Cameroun, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Équateur, Égypte, El Salvador, Éthiopie, Gambie, Gabon, Ghana, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Corée, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Mexique, Maroc, Nicaragua, Niger, Nigeria, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Sénégal, Sierra Léone, Somalie, Sri Lanka, Syrie, Tanzanie, Thaïlande, Togo, Trinidad & Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

¹³ Les auteurs utilisent également une base de données semblable à celle de BD et incluent les cinq observations aberrantes omises par BD.

statistiquement significative. Les auteurs concluent donc que ces deux points – politiques économiques et chocs extérieurs négatifs – devraient influencer l'allocation de l'aide.

Collier et Dollar (2002) ont pour objectif de calculer l'attribution de l'aide qui aurait un effet maximal sur la réduction de la pauvreté. Il est important de noter ici la première étape vers cet objectif qui consiste à évaluer la relation aide-politique-croissance. Collier et Dollar (CD) utilisent une mesure plus large de la politique que celle utilisée par BD : c'est l'indice EPIN¹⁴. Mais leurs résultats ne diffèrent pas de ceux de BD.

Collier et Hoeffler (2002b) incorporent des situations post-conflits, définies comme des situations post-guerres civiles, aux spécifications de CD¹⁵. À partir d'une série d'estimations, ils ont trouvé que les taux de croissance sont plus rapides pendant les quatre premières années complètes de paix, qu'ils définissent comme post-conflit 1. Collier et Hoeffler cherchent ensuite à savoir si cette phase relativement courte de « croissance supra-normale » de post-conflit est largement ou entièrement attribuable à une efficacité atypique de l'aide. Leurs résultats empiriques montrent que cela semble être le cas, dans la mesure où ils ont trouvé que l'interaction entre la variable post-conflit 1 et l'interaction aide-politique est statistiquement significative. Les auteurs en concluent que si l'on trouve l'aide plus efficace dans des circonstances de post-conflit – les politiques et institutions (indice EPIN) étant maintenues constantes –, alors l'attribution de l'aide à des pays en situation de post-conflit devrait augmenter graduellement pendant les quatre premières années de paix et revenir progressivement à un niveau normal à la fin de la première décennie de paix.

Dalgaard et Hansen (2001) concluent que les résultats de BD dépendent de la mise à l'écart des cinq observations aberrantes, car il est démontré que l'aide augmente la croissance de façon inconditionnelle quand on choisit un ensemble différent d'observations capitales. Dalgaard et Hansen démontrent également que les données de BD sont pertinentes en présence d'une relation aide-croissance définie comme une fonction quadratique. Ils ont également montré combien il est important d'inclure les décalages de la variable aide de façon à contrôler son endogénéité.

¹⁴ Voir section III.

¹⁵ Les auteurs ajoutent des données de Collier et Hoeffler (2002a) à la base de données de CD et excluent cinq observations manquantes qui avaient été faussement codées à zéro à l'origine.

Dalgaard *et al.* (2002) introduisent une nouvelle variable interactive pour analyser l'influence de la géographie sur l'effet marginal de l'aide sur la croissance. La portion de territoire qui se trouve sous les tropiques est une variable géographique importante ayant une influence négative sur la croissance. Les résultats montrent que l'aide est beaucoup plus efficace dans des pays se trouvant en dehors de la zone tropicale.

Easterly *et al.* (2003) testent la robustesse du résultat principal de BD en ajoutant de nouvelles données à l'ensemble d'origine de BD. Leur réévaluation du complexe aide-politique-croissance ne diffère de celle de BD qu'en termes de données (périodes de temps et pays). Cependant, ils n'ont pas établi d'interaction positive et statistiquement significative entre aide et politique. Le résultat de BD est donc sensible aux données.

Guillaumont et Chauvet (2001) émettent l'hypothèse que l'environnement climatique et externe influence l'efficacité de l'aide. Ils construisent un indice de vulnérabilité économique aux chocs exogènes qui comprend des indicateurs de volume des chocs commerciaux et écologiques et d'exposition à ces chocs. Guillaumont et Chauvet montrent que la vulnérabilité – en plus d'être préjudiciable à la croissance – est associée positivement à l'efficacité de l'aide, c'est-à-dire que la contribution de l'aide à la croissance est plus positive dans des pays plus vulnérables. Les auteurs concluent donc qu'une aide plus importante devrait être attribuée, plus qu'actuellement, aux pays touchés par un environnement pauvre.

Hansen et Tarp (2000) font une nouvelle estimation de la régression de croissance de Burnside et Dollar (1997, tableau 3) en utilisant un ensemble semblable de données qui inclut les cinq observations aberrantes. Ils montrent que l'interaction aide-politique est sensible aux données. Au contraire de Burnside et Dollar (1997), ils ont trouvé un fondement statistique pour une relation non-linéaire entre l'aide et la croissance dans laquelle la rentabilité de l'aide est décroissante.

Dans le même ordre d'idées, Hansen et Tarp (2001) testent la robustesse du résultat principal de Burnside et Dollar (2000) au regard des données et de la spécification du modèle. Leurs conclusions sont semblables à celles de Hansen et Tarp (2000). Les estimations GMM apportent également un support supplémentaire à la notion de rendements décroissants de l'aide.

Svensson (1999) examine dans quelle mesure l'efficacité de l'aide est conditionnée par les libertés civiles et politiques en utilisant un indice de démocratie¹⁶. Les résultats montrent que l'interaction aide-démocratie est statistiquement significatif. Svensson conclut que si l'on

¹⁶ Voir section III.

trouve l'aide plus efficace dans les pays plus démocratiques, alors l'aide devrait être attribuée à des pays disposant d'un environnement de ce type.

Les études mentionnées ici ont évaluées la relation non-linéaire entre l'aide et la croissance, quand d'autres variables explicatives issues de la littérature empirique sur la « nouvelle croissance » sont introduites dans la régression. Cette méthodologie est censée garantir que toute inférence statistique de la relation aide-croissance est robuste. Pour autant que l'aide étrangère influence la croissance, cette méthodologie sera également censée garantir la robustesse de toute inférence de la relation entre chaque variable explicative et la croissance. En d'autres termes, si les différences entre pays pour une variable donnée expliquent une partie des différences de croissance entre pays quand la proportion aide/PIB est maintenue constante, on pourra conclure que l'effet estimé n'est pas « contaminé » par les différences entre les aides reçues par ces pays.

En règle générale, les résultats estimés indiquent qu'aussi bien l'environnement macroéconomique que l'environnement politique et institutionnel semblent influencer la croissance. C'est-à-dire que, à l'exception des dépenses publiques et de la démocratie, les variables mentionnées dans le tableau 1 sont de signe correct et statistiquement significatives au moins une fois. On pourrait donc conclure que, par exemple, les pays ayant des taux d'inflation bas semblent avoir réalisé des taux de croissance plus élevés que ceux ayant des taux d'inflation forts (toutes choses étant égales par ailleurs). On peut dire la même chose pour les pays menant des politiques commerciales plus orientées vers l'extérieur, ayant des déficits budgétaires plus faibles, une moindre rentabilité du marché noir, des circuits financiers mieux implantés, moins de divisions ethniques, une plus grande stabilité politique, une meilleure qualité des institutions ou de meilleurs environnements politiques.

Le tableau 1 montre que, par exemple, seules deux régressions contiennent la variable démocratie, alors que plus de vingt régressions contiennent la variable qualité institutionnelle. Ainsi, on doit simplement s'attacher aux variables qui sont souvent incluses dans les régressions de croissance. Alors, si l'on considère le pourcentage des régressions pour lesquelles une variable donnée est significative – au seuil de signification de 5 % ou 10 % – et de signe prévu, un phénomène intéressant se révèle. Il apparaît que quatre variables seulement remplissent cette condition dans au moins 90 % des régressions qui les incluent. On pourrait en conclure que les résultats les plus précis et cohérents appartiennent aux variables suivantes : ouverture (100 %), indice politique (93 %), qualité institutionnelle (91 %) et inflation (90 %).

Tableau 1. Les résultats estimés de trente régressions de croissance entre pays

Variable explicative	Signe attendu	Signe correct et signification statistique (1)	Absence de signification statistique (2)	Fraction de signification (3) = (1)/(1+2)
Indice politique (<i>policy index</i>)	+	14	1	93%
Ouverture	+	10	0	100%
Inflation	-	9	1	90%
Excédent budgétaire	+	7	2	78%
Dépenses du gouvernement	-	0	4	--
Rendement du marché noir	-	2	0	--
Profondeur financière	+	2	19	10%
Fractionnement ethnique	-	3	17	15%
Assassinats	-	9	9	50%
Frac. ethnique x Assassinats	+	8	10	44%
Instabilité politique	-	1	2	--
Démocratie	+	0	2	--
Qualité institutionnelle (<i>ICRG</i>)	+	21	2	91%
Indice EPIN (<i>CPIA index</i>)	+	3	0	--

Note: Extrait de l'Appendice II

Pour tester plus en détails la fiabilité des résultats, j'ai utilisé le critère de robustesse de Sala-i-Martin (1997) sur chacune des neuf variables d'intérêt. Le chercheur examine la robustesse des résultats des modèles de croissance entre pays en testant la sensibilité du paramètre estimé d'une variable d'intérêt à l'introduction de variables explicatives supplémentaires. Le point de départ consiste à appliquer les régressions qui ont la variable dépendante – croissance économique – comme fonction d'un vecteur de variables indépendantes « standard » (par exemple le revenu initial par habitant), de la variable d'intérêt, d'un vecteur d'exactly trois variables indépendantes supplémentaires – prises dans un ensemble de variables potentiellement pertinentes pour expliquer la variation en terme de croissance économique, selon la littérature – et d'un terme d'erreur. Ainsi, pour chaque variable d'intérêt, les auteurs estiment toutes les régressions pouvant être définies en ajoutant des combinaisons de trois variables d'un ensemble de déterminants possibles de la croissance.

Dans la mesure où le présent document se concentre sur les récentes études empiriques sur l'efficacité de l'aide ayant été réalisées et publiées, mon analyse de robustesse des résultats estimés est strictement basée sur les trente régressions étudiées ici. Par conséquent je me suis éloigné de Sala-i-Martin en ce qui concerne l'estimation de régressions. De plus, bien qu'elles partagent un ensemble commun de caractéristiques, les régressions de croissance présentées dans l'appendice II diffèrent entre elles sur des détails comme la couverture des données, la méthode d'estimation ou même la spécification de la relation aide-croissance¹⁷. J'ai cependant suivi Sala-i-Martin en ce qui concerne le « test » des variables, bien que l'objectif sous-jacent soit différent. L'auteur se propose d'analyser les conséquences d'un changement dans l'ensemble des variables conditionnelles pour l'effet estimé de la variable d'intérêt sur le taux de croissance. Mon objectif est d'analyser à quel point le signe et la signification statistique de la variable d'intérêt est sensible aux différences de procédures méthodologiques et économétriques des études en question.

La procédure « d'analyse de la fonction de distribution cumulée » suggérée par Sala-i-Martin revient à dire que si 95 % de la fonction densité du paramètre se trouve d'un côté du zéro, la variable explicative correspondante devrait être considérée comme étant fortement corrélée à la croissance économique. L'appendice III présente les résultats d'une version non-pondérée de ce test, présupposant la normalité de la distribution des coefficients estimés. Comme on peut le voir, indice politique, ouverture, inflation, assassinats et qualité institutionnelle sont considérés comme ayant un effet robuste sur la croissance.

Si l'on considère le critère de Sala-i-Martin et que l'on y ajoute la première condition – fraction de signification $\geq 90\%$ (voire tableau 1) – comme critère supplémentaire, il s'ensuit que sur les neuf variables testées, on ne retiendra qu'indice politique, ouverture, inflation et qualité institutionnelle comme étant en forte corrélation avec la croissance économique. En d'autres termes, les coefficients estimés de l'indice politique de Burnside et Dollar (2000), ceux de deux de ses éléments et ceux de l'indice de qualité institutionnelle de Knack et Keefer (1995) ne semblent pas être sensibles aux différences de procédures méthodologiques et économétriques des études mentionnées ici.

¹⁷ Voir section III et appendice II.

V. Commentaires de conclusion

L'objectif de ce papier est de tirer des conclusions relatives aux facteurs favorables (ou défavorables) à la croissance parmi les pays pauvres, en se basant sur les résultats des nouvelles études économétriques sur l'efficacité et la sélectivité de l'aide. Les régressions de croissance examinées ici nous en apprennent beaucoup sur la relation entre l'aide et la croissance, mais les résultats de l'exercice réalisé sur les variables de contrôle suggèrent que ces régressions nous en disent peu sur la relation entre la croissance et la majorité des variables examinées.

Une conclusion que l'on peut tirer des résultats empiriques récents sur l'aide et la croissance est que l'aide étrangère semble promouvoir la croissance économique, mais que son impact varie entre les pays en fonction des conditions auxquelles ils sont confrontés. La controverse porte sur le fait de savoir si l'impact bénéfique de l'aide sur la croissance est entièrement dépendant des bonnes politiques en place ou s'il entre en jeu indépendamment des politiques. Néanmoins, le fait que les politiques conditionnent ou du moins influencent fortement l'efficacité de l'aide est indiscutable. De plus, l'aide semble être plus efficace à augmenter la croissance économique dans des situations post-conflit, dans des pays structurellement plus vulnérables (y compris ceux qui souffrent de chocs commerciaux), dans des pays situés en dehors de la zone tropicale, dans des régimes politiquement stables et dans des pays plus démocratiques. L'aide semble également être sujette à des rendements décroissants, en cela des montants excessivement élevés (mesurés en relation au PIB) peuvent mener à des problèmes de capacité d'absorption.

En ce qui concerne d'autres facteurs favorisant la croissance, la validation empirique est faible. L'indice politique et deux de ses éléments semblent être en corrélation cohérente avec la croissance économique. On peut dire la même chose de l'indice qualité institutionnelle. Le premier souligne l'importance des politiques d'ouverture au commerce international et de discipline monétaire et fiscale en tant que facteurs favorisant la croissance économique. Le second met en valeur l'importance des institutions favorables à la croissance comme les droits de propriété et les lois qui les soutiennent. Les résultats empiriques soutenant que les autres variables incluses dans les estimations sont importantes pour la croissance sont soit réfutables soit insuffisantes pour en tirer aucune conclusion.

Les nouveaux travaux sur l'efficacité de l'aide apportent la validation empirique de la relation entre l'aide étrangère et la croissance économique qui devrait donner confiance dans l'assistance en tant que facteur favorisant la croissance. À première vue, la preuve empirique

des effets plus favorables de l'aide sur la croissance dans des environnements particuliers justifie d'ajouter cette nouvelle information aux mécanismes de sélectivité déjà utilisés. Il faut cependant être prudents avant de tirer de telles conclusions à partir de ces évaluations empiriques. Il n'y a qu'une seule étude empirique pour chaque facteur démontré pertinent pour l'efficacité de l'aide et son allocation. De plus, l'indice politique se révèle statistiquement significatif et de signe prévu dans 90 % des cas par opposition à un de ses éléments (l'excédent budgétaire). Ainsi, il faut pour le moins être extrêmement prudent à conclure que les différents éléments de l'indice politique (ou de l'indice de qualité institutionnelle) sont des déterminants significatifs de la croissance (en termes statistiques), quand la variable composite est de signe correct et statistiquement significative. Cependant le travail jusqu'alors développé ouvre de nouvelles perspectives dans la littérature empirique sur l'efficacité et la sélectivité de l'aide et améliore notre compréhension de la forme comme l'aide peut interférer dans le processus de croissance des pays en développement.

APPENDICE I

Liste des études sur l'efficacité et la sélectivité de l'aide

- (1) Burnside, C. et Dollar, D., « Aid, Policies and Growth ». *American Economic Review* 90(4) : 847-868, 2000.
- (2) Chauvet, L. et Guillaumont, P., « Aid and Growth Revisited : Policy, Economic Vulnerability and Political Instability ». Paper presented at the *Annual Bank Conference on Development Economics : Towards Pro-poor Policies*, 24-26 juin, Oslo, 2002.
- (3) Collier, P. et Dehn, J., « Aid, Shocks, and Growth. Washington » : *World Bank, Policy Research Working Paper* n° 2688, 2001.
- (4) Collier, P. et Dollar, D., « Aid Allocation and Poverty Reduction ». *European Economic Review* 46 : 1475-1500, 2002.
- (5) Collier, P. et Hoeffler, A., « Aid, Policy, and Growth in Post-Conflict Societies ». Washington : *World Bank, Policy Research Working Paper* n° 2902, 2002b.
- (6) Dalgaard, C.-J. et Hansen, H., « On Aid, Growth and Good Policies ». *Journal of Development Studies* 37(6) : 17-41, 2001.
- (7) Dalgaard, C.-J., Hansen, H. et Tarp, F., « On the Empirics of Foreign Aid and Growth », Centre for Research in Economic Development and International Trade, CREDIT Research Paper n° 02/08, Nottingham, 2002.
- (8) Easterly, W., Levine, R. et Roodman, D., « New Data, New Doubts : Revisiting Aid, Policies, and Growth », Center for Global Development, Working Paper n° 26, Washington, 2003.
- (9) Guillaumont, P. et Chauvet, L., « Aid and Performance : A Reassessment ». *Journal of Development Studies* 37(6) : 66-92, 2001.
- (10) Hansen, H. et Tarp, F., « Aid Effectiveness Disputed », in *Foreign Aid and Development : Lessons Learnt and Directions for the Future*, Tarp, F., et Hjertholm, P. (eds.), Routledge, Londres, 2000.
- (11) Hansen, H. et Tarp, F., « Aid and Growth Regressions », *Journal of Development Economics* 64 : 547-570, 2001.
- (12) Svensson, J., « Aid, Growth and Democracy », *Economics and Politics* 11(3) : 275-297, 1999.

APPENDICE II a)

Appendice II - Régressions de croissance entre pays sélectionnées à partir des études mentionnées dans l'appendice I a)

Variable dépendante: croissance économique, traditionnellement mesurée par le taux de croissance du PIB réel par habitant	Burnside et Dollar (2000)		Chauvet et Gauthier (2002)		Collier et Dehn (2001)		Collier et Dollar (2002)		Collier et Hoefler (2002b)		Dalggaard et Hansen (2001)	
	tableau 4, reg. 5	tableau 4, reg. 5	tableau 5, reg. 8	tableau 2, reg. 8	tableau 3, reg. 4	tableau 3, reg. 4	tableau 1, reg. 1	tableau 1, reg. 2	tableau 3, reg. 4	tableau 2, reg. 3	tableau 2, reg. 6	tableau 4, reg. 11

Cadre macroéconomique													
Indice politique (<i>policy index</i>) ^{b)}	0.71**	0.74**	0.56*	0.59	0.61**	0.69**	0.82**			1.04**	1.17**	0.96**	1.13**
Ouverture													
Inflation													
Excédent budgétaire													
Dépenses du gouvernement													
Rendement du marché noir													
Profondeur financière	0.012	0.017	0.024	0.025	0.01	0.02				0.004	0.015	0.009	0.026
Environnement politique et institutionnel													
Fractionnement ethnique	-0.42	-0.73	-0.58	-0.67						-0.50	-0.77	0.57	0.30
Assassinais	-0.45*	-0.41	-0.79*	-0.76*						-0.42	-0.67	-0.45*	-1.02**
Frac. ethnique x Assassinais	0.79*	0.71	0.69	0.63						0.82*	1.11	0.88*	1.59
Instabilité politique					-0.003								
Démocratie													
Qualité institutionnelle (ICRG)	0.69**	0.66**	0.84**	0.84**	0.64**	0.67**	0.28*	0.27	0.17	0.70**	0.89**	0.86**	0.93**

0.46* 0.64** 1.02**

Autres variables communes

Aide (% du PIB ou PNB) (Aide x X ^{c)}	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Revenu initial par habitant	non	non	non	non	non	non	non	non	non	non	non	non	non
Variables fictives de temps	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Variables fictives régionales	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Période de l'échantillon	1970-93	1970-93	1970-93	1970-93	1970-93	1970-93	1970-93	1974-97	1974-97	1970-93	1970-93	1970-93	1970-93
Pays/Périodes de temps	56/6	56/6	40/6	40/6	49/5	56/6	56/6	59/6	59/6	62/6	40/6	56/6	40/6
Observations	270	270	184	184	122	275	234	349	349	344	270	184	223
R ² ou R ² ajusté	0.36	0.35	0.42	0.42	?	0.42	0.46	0.34	0.33	0.38	0.42	0.51	0.36
Méthode d'estimation	OLS	2SLS	OLS	2SLS	GMM	OLS	OLS	OLS	OLS	OLS	OLS	2SLS	2SLS

Cadre microéconomique

Indice politique (<i>policy index</i>) ^{b)}	1.75**	1.97**	0.75**	0.85**	2.19**	2.07**	2.18**	1.93**	0.017**	0.019**	0.022**	0.028**	
Ouverture	-1.12**	-1.14**			-1.32**	-1.22**	-1.37**	-1.17**	-0.011**	-0.013**	-0.012**	-0.002	0.075*
Inflation	0.072**	0.047			7.34	7.73*	8.30*	7.85*	0.091**	0.077*			
Excédent budgétaire					-2.09	-3.01	-3.82	-5.04					
Dépenses de gouvernement					0.016	0.013	0.02	0.015	0.010	0.018			
Rendement du marché noir													
Profondeur financière					0.002	0.014	0.034*	0.067**					
Environnement politique et institutionnel													
Fractionnement ethnique	0.59	0.021	-0.012	-0.74	-1.04	-2.18**			0.001	-0.002	-0.33	-0.53**	-0.033**
Assassinais	-0.37	-0.36	-0.37	-0.69*					-0.46**	-0.42*	0.59	1.00**	
Frac. ethnique x Assassinais	0.76*	0.72*	0.18	0.69					0.92**	0.77*			
Instabilité politique					-3.15**	-2.14							
Démocratie													
Qualité institutionnelle (ICRG)	0.76**	0.70**	0.31**	0.37**	0.61**	0.68**	0.62**	0.72**	0.81**	0.68**			

Autres variables communes

Aide (% du PIB ou PNB) (Aide x X ^{c)}	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Revenu initial par habitant	oui	oui	non	non	oui	oui	non	non	oui	oui	non	non	non
Variables fictives de temps	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Variables fictives régionales	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Période de l'échantillon	1974-93	1974-93	1970-97	1970-93	1974-93	1974-93	1974-93	1974-93	1974-93	1974-93	1974-93	1974-93	1970-93
Pays/Périodes de temps	54/5	54/5	62/7	43/7	66/2	66/2	66/2	66/2	56/5	56/5	56/5	56/5	58/2
Observations	231	231	345	236	85	68	243	231	231	231	270	270	98
R ² ou R ² ajusté	?	?	0.33	0.35	0.66	0.58	0.38	0.39	?	?	?	?	?
Méthode d'estimation	GMM	OLS	OLS	2SLS	OLS	2SLS	OLS	2SLS	2SLS	2SLS	OLS	GMM	2SLS

Notes: a) * et ** indiquent que le paramètre estimé est statistiquement significatif au seuil de signification de 10% et de 5% respectivement. Les magnitudes des paramètres estimés ne sont pas directement comparables à l'indicateur du tableau.
b) L'indice politique comprend l'excédent budgétaire, le taux d'inflation et la variable fictive pour l'ouverture commerciale développée par Sachs et Warner (1995).
c) X renvoie aux facteurs mis en corrélation avec l'aide (indicateurs de politique économique, vulnérabilité économique, chocs extérieurs négligés, sécheresse post-conflits, géographie, instabilité politique, démocratie et l'indice EPP).

Source: Résumé à partir des sources indiquées dans les en-têtes de colonnes.

APPENDICE III

Analyse de robustesse des résultats estimés

Variable explicative	"Analyse de la fonction de distribution cumulée" a)			
	Mean	Standard Deviation	FDC	Robuste / Fragile
Indice politique (policy index)	0,94	0,27	0,9998	Robuste
Ouverture	1,22	0,40	0,9988	Robuste
Inflation	-0,74	0,36	0,9808	Robuste
Excédent budgétaire	3,51	2,93	0,8849	Fragile
Profondeur financière	0,01	0,02	0,8264	Fragile
Fractionnement ethnique	-0,21	0,72	0,6141	Fragile
Assassinats	-0,52	0,32	0,9484	Robuste
Frac. ethnique x Assassinats	0,79	0,62	0,8980	Fragile
Qualité institutionnelle (ICRG)	0,64	0,18	0,9999	Robuste

Notes:

a) Pour chaque régression on trouve une valeur estimée du paramètre (β) de la variable X et son écart-type. La moyenne de la distribution des valeurs estimées du paramètre est ensuite calculée comme la moyenne des valeurs estimées pour X. L'écart-type de cette distribution est calculé de la même façon en utilisant les variances des valeurs estimées pour X. La fonction de distribution cumulée (FDC) peut ensuite être construite en utilisant les tables normales. Si la portion de la distribution cumulée se trouvant d'un côté du zéro (à droite ou à gauche du zéro) est suffisamment grande, c'est-à-dire FDC = 0,95, la variable indépendante X est considérée robuste.

Source: Calculs propres à partir des sources indiquées dans les en-tête de colonnes de l'appendice II.

Références

- Burki, S.-J. et Perry, G.-E., *Beyond the Washington Consensus: Institutions Matter*, World Bank, Washington, 1998.
- Burnside, C. et Dollar, D., « Aid, Policies, and Growth », *Policy Research Working Paper* n° 1777, World Bank, Washington, 1997.
- Burnside, C. et Dollar, D., « Aid, Policies and Growth », *American Economic Review* 90(4) : 847-868, 2000.
- Chauvet, L. et Guillaumont, P., « Aid and Growth Revisited: Policy, Economic Vulnerability and Political Instability », Paper presented at the *Annual Bank Conference on Development Economics: Towards Pro-poor Policies*, 24-26 juin, Oslo, 2002.
- Collier, P. et Dehn, J., « Aid, Shocks, and Growth », *Policy Research Working Paper* n° 2688, World Bank, Washington, 2001.

- Collier, P. et Dollar, D., « Aid Allocation and Poverty Reduction », *European Economic Review* 46 : 1475-1500, 2002.
- Collier, P. et Hoeffler, A., « Greed and Grievance in Civil War », *Center for the Study of African Economies Working Paper*, World Bank, Washington, 2002a.
- Collier, P. et Hoeffler, A., « Aid, Policy, and Growth in Post-Conflict Societies », *Policy Research Working Paper* n° 2902, World Bank, Washington, 2002b.
- Dalgaard, C.-J. et Hansen, H., « On Aid, Growth and Good Policies », *Journal of Development Studies* 37(6) : 17-41, 2001.
- Dalgaard, C.-J., Hansen, H. et Tarp, F., « On the Empirics of Foreign Aid and Growth. Nottingham: Centre for Research in Economic Development and International Trade », *CREDIT Research Paper* n° 02/08, 2002.
- Degnol-Martinussen, J., Engberg-Pedersen, P., « Aid: Understanding International Development Cooperation », Zed Books, Londres, 2003.
- Easterly, W. et Levine, R., « Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions », *Quarterly Journal of Economics* 112(4) : 1203-1250, 1997.
- Easterly, W., Levine, R. et Roodman, D., « New Data, New Doubts: Revisiting Aid, Policies, and Growth », *Center for Global Development Working Paper* n° 26, Washington, 2003.
- Fine, B., « Neither the Washington Nor the Post-Washington Consensus: An Introduction », in Fine, B., Pincus, J. et Lapavistas, C. (eds.), *Development Policy in the Twenty First Century: Beyond the Post-Washington Consensus*, Routledge, Londres, 2003.
- Guillaumont, P. et Chauvet, L., « Aid and Performance: A Reassessment », *Journal of Development Studies* 37(6) : 66-92, 2001.
- Hansen, H. et Tarp, F., « Aid Effectiveness Disputed », in Tarp, F. et Hjertholm, P. (eds.), *Foreign Aid and Development: Lessons Learnt and Directions for the Future*, Routledge, Londres, 2000.
- Hansen, H. et Tarp, F., « Aid and Growth Regressions », *Journal of Development Economics* 64 : 547-570, 2001.
- Hout, W., « Good Governance and the Political Economy of Selectivity », Asia Research Centre, *Working Paper* n° 100, Murdoch, 2003.
- Knack, S. et Keefer, P., « Institutions and Economic Performance: Cross-Country Tests Using Alternative Institutional Measures », *Economics and Politics* 7(3) : 207-227, 1995.
- McGillivray, M., « Aid Effectiveness and Selectivity: Integrating Multiple Objectives into Aid Allocations », Paper presented at *Joint OECD DAC / Development Centre Experts' Seminar: Aid Effectiveness and Selectivity-Integrating Multiple Objectives into Aid Allocations*, Paris, 10 mars 2003.
- Moreira, S., « Evaluating the Impact of Foreign Aid on Economic Growth: A Cross-Country Study (1970-1998) », Paper presented at the *Society for the Advancement of Socio-Economics (SASE) 15th Annual Meeting*, 26-28 juin, Aix-en-Provence, 2003.
- Mosley, P., « Aid Effectiveness: The Micro-Macro Paradox », *IDS Bulletin* 17(2) : 22-27, 1986.

- Naim, M., « Latin America : The Second Stage of Reform », *Journal of Democracy* 5(4) : 32-48, 1994.
- Sachs, J.-D. et Warner, A., « Economic Reform and the Process of Global Integration », *Brookings Papers on Economic Activity* 1 : 1-118, 1995.
- Sala-i-Martin, X., « I Just Run Four Million Regressions », *NBER Working Paper* n° 6252, National Bureau of Economics Research, Cambridge, 1997.
- Stiglitz, J., « More Instruments and Broader Goals : Moving Toward the Post-Washington Consensus », Paper presented at the 1998 *WIDER Annual Lecture*, 7 janvier, Helsinki, 1998.
- Svensson, J., « Aid, Growth and Democracy », *Economics and Politics* 11(3) : 275-297, 1999.
- Williamson, J., « What Washington Means by Policy Reform », in Williamson, J. (ed.), *Latin American Adjustment : How Much Has Happened ?*, Institute of International Economics, Washington, 1990.
- Williamson, J., « The Washington Consensus as Policy Prescription for Development », *A lecture in the series Practitioners of Development delivered at the World Bank*, Institute for International Economics, Washington, 13 janvier 2004.
- World Bank, *Assessing Aid : What Works, What Doesn't, and Why*, Oxford University Press, New York, 1998.

Mondialisation et développement humain

L'intervention de l'État et le progrès social*

Floriana D'ELIA et Stefania GABRIELE

*Chercheur dans l'Unité « Microéconomie » à l'ISAE,
Istituto di Studi e Analisi Economica, Rome
Directeur de l'Unité « Microéconomie » à l'ISAE,
Istituto di Studi e Analisi Economica, Rome*

La mondialisation est définie d'une manière générale comme la croissante intégration des économies et des peuples, déterminée par l'énorme réduction des coûts des transports et des communications et par l'abattement des barrières artificielles à la circulation internationale des biens, services, capitaux, connaissances et personnes (Stiglitz, 2002).

Malgré la multiplicité des études effectuées¹, il n'a pas été possible d'établir de manière univoque si le phénomène étudié a eu un effet décisif sur l'évolution du degré de pauvreté et des inégalités, aussi bien entre les pays qu'à l'intérieur de chaque nation, et plus en général sur les conditions de vie des populations.

De toute façon, les potentialités du marché et des commerces doivent être reconduites à leur rôle plausible dans le développement économique. Quant aux niveaux d'instruction et à l'espérance de vie, à la pauvreté et à l'inégalité, à la garantie d'un revenu pour tous, il existe aussi d'autres instruments, dont les plus importants relèvent de l'intervention publique.

Afin d'analyser les politiques publiques favorables au progrès social dans les pays du Sud du monde, il vaut la peine de rappeler comment la discussion sur les tâches et l'étendue de l'État et des finances publiques s'est ouverte, dans les pays actuellement appelés développés, quand encore le niveau des dépenses par rapport au PIB était inférieur à 10 %.

* Cette communication est tirée des Rapports ISAE (2003) et ISAE (2004).

¹ Voir Collier-Dollar (2003), Milanovic (2002), Bourguignon et Morrisson (2002), Sala-i-Martin (2002), Robbins (1996), Ravallion (2001), Dollar et Kray (2001) et Cornia et Kiiski (2001).